

# **RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU SECTEUR PUBLIC POUR SEPTEMBRE 2021**

## **Sous-comité sur la protection des renseignements personnels – Aperçu**

Le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels du Conseil des dirigeants principaux de l'information du secteur public (CDPISP) et du Conseil de la prestation de services du secteur public (CPSSP) a été créé dans les années 1990. À l'origine un sous-comité du CDPISP, il relève à la fois, depuis quelques années, du CDPISP et du CPSSP.

Le Sous-comité se compose idéalement de représentants de tous les ordres d'administrations publiques, y compris les administrations fédérale, provinciales, territoriales et municipales. Les membres du Sous-comité appartiennent généralement à des organisations gouvernementales qui offrent un accès central et des services de protection des renseignements personnels (conseils, politiques, soutien législatif, etc.) au gouvernement et à plusieurs importants ministères fédéraux.

## **Mandat**

Le mandat comporte trois volets :

- Offrir un forum national pour les échanges de renseignements concernant l'accès à l'information, la liberté d'information et la recherche sur la protection des renseignements personnels, les pratiques exemplaires, la formation, les produits de la TI et d'autres ressources à l'appui des programmes et des ressources du secteur public.
- Appuyer la mission du CDPISP, soit de « permettre l'amélioration de la prestation des services au public canadien grâce à un travail de collaboration à l'échelle des gouvernements et au leadership évident dans le domaine de la gestion de l'information et de la technologie ».
- Appuyer le mandat du CPSSP, soit de « transmettre l'information, d'établir des partenariats et de faciliter des solutions potentielles qui peuvent servir à améliorer la prestation de services du secteur public » en assumant un rôle de leadership et de coordination dans les questions liées à l'accès à l'information et à la protection des renseignements personnels.

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU SECTEUR PUBLIC

---

### **Réunions, conférences téléphoniques et autres communications.**

Le mandat du Sous-comité prévoit qu'au moins une réunion officielle doit avoir lieu chaque année. Si cela est possible, ces réunions se tiendront en parallèle avec des conférences sur l'accès à l'information et la protection des renseignements personnels ou d'autres événements semblables dans l'ensemble du pays.

Une réunion annuelle virtuelle organisée par la Colombie-Britannique a eu lieu en octobre 2020. Parmi les principaux sujets abordés à cette réunion, mentionnons la collecte de données ethnoculturelles, la gestion de l'accès pendant la pandémie de la COVID-19, la cybersécurité, la gouvernance de la technologie pour la ville de San Francisco et une discussion avec le commissaire à l'information et à la protection de la vie privée de la Colombie-Britannique. La réunion a attiré beaucoup de monde, notamment des représentants de presque toutes les administrations.

Le Sous-comité complète les réunions en personne ou annuelles par des conférences téléphoniques régulières. Les groupes de travail, les groupes de projet et d'autres sous-groupes du Sous-comité tiendront des conférences téléphoniques au besoin pour la conduite de leurs affaires. Le Sous-comité a reçu l'approbation des conseils mixtes pour aller de l'avant avec un nouveau Groupe de travail sur le Règlement général sur la protection des données (RGPD). Ce groupe se réunit régulièrement et d'autres renseignements sont inclus dans la mise à jour qui suit. Il est coprésidé par la Colombie-Britannique et le gouvernement fédéral. L'objectif du Groupe de travail est de parvenir à une compréhension uniforme d'un règlement complexe assorti d'un régime de conformité important et de communiquer l'information qui aura une incidence sur toutes les administrations.

Les membres ont recours au courrier électronique régulièrement pour poser des questions à d'autres membres, tirer des leçons de l'expérience des autres et se transmettre de l'information sur les activités au sein de leur administration. Au cours de la dernière année, le groupe a effectué un certain nombre d'analyses des questions d'accès à l'information et de protection des renseignements personnels du point de vue des différentes administrations.

Au cours des six derniers mois, un dialogue actif s'est poursuivi sur des questions telles que le protocole des atteintes à la vie privée et le signalement de celles-ci, le gouvernement ouvert, les modèles de services partagés, la législation, les structures d'honoraires et les demandes communes d'accès à l'information.

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU SECTEUR PUBLIC

---

### **Plan de travail – mis à jour en septembre 2021**

Au cours des dernières réunions en personne, le Sous-comité a discuté des principaux objectifs à ajouter au plan de travail. Certains de ces objectifs sont toujours en cours. De plus, le groupe s'est vu confier certains produits livrables des conseils mixtes qui ont été ajoutés à cette liste. Le plan porte sur les domaines suivants :

1. Création d'une bibliothèque de documents commune : Le groupe utilise maintenant MS Teams pour stocker des documents, les mettre à la disposition des membres et collaborer. Dans l'ensemble, cela fonctionne bien, mais certaines administrations ont eu de la difficulté à accéder aux environnements externes de MS Teams. Il s'agit d'un travail en cours, mais le groupe est beaucoup plus avancé dans ce domaine que ce n'était le cas lors des mises à jour antérieures.
  - a.
2. Groupe de travail sur le RGPD : Le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels dirigera un groupe pour discuter des incidences du nouveau règlement sur le Canada.
  - a. Un plan de travail distinct est joint.
3. Analyses ponctuelles des administrations sur un certain nombre de sujets, y compris les frais d'accès à l'information et les statistiques, la résidence des données et les exigences de l'évaluation des facteurs relatifs à la vie privée.

Le groupe devra revoir le plan de travail à l'automne 2021 pour déterminer s'il y a de nouvelles initiatives à ajouter.

## RAPPORT SUR LES ACTIVITÉS DU SOUS-COMITÉ SUR LA PROTECTION DES RENSEIGNEMENTS PERSONNELS DU CONSEIL DES DIRIGEANTS PRINCIPAUX DE L'INFORMATION DU SECTEUR PUBLIC ET DU CONSEIL DE LA PRESTATION DES SERVICES DU SECTEUR PUBLIC

---

### **Mission de veille/transmission d'information/réunions en personne**

Puisque le Sous-comité sur la protection des renseignements personnels joue également un rôle d'expert-conseil et d'expert communautaire, beaucoup de temps est consacré à demeurer à l'affût de toute nouvelle législation, politique, atteinte et question comme l'émergence des initiatives pour un gouvernement ouvert et leur incidence sur le gouvernement.

### **Prochaine réunion**

À déterminer